

Volonté d'engagement et participation démocratique des jeunes

Déclaration du groupe Coopération

Cet avis a des vertus.

En premier lieu, celle de rappeler comment s'est construit notre système de représentation et combien il est bousculé par de nouveaux outils et pratiques et doit être réinterrogé pour y répondre. L'abstention de plus en plus grande des jeunes, mais pas seulement illustre bien ce décalage entre une volonté de participer qui ne se dément pas tant pour la vie associative que pour la défense de causes et l'utilisation d'autres formes d'expression que l'élection de représentants.

Il a également la vertu d'avoir donné lieu à des débats forts et constructifs qui doivent être prolongés et réfléchis pour proposer une vie démocratique plus large et plus riche. Toutes les formes de démocratie et d'expression ont leurs avantages et leurs limites et doivent s'articuler en bonne intelligence. Il a enfin été construit avec l'appui d'un groupe citoyen qui a participé à l'ensemble de nos travaux et nous saluons leur engagement pendant ces travaux.

Mais, cet avis a également des faiblesses.

Face à un sujet que la saisine du premier ministre avait cadré, il a voulu aller plus loin au risque de se perdre dans une présentation historique certes intéressante mais trop éloigné de la commande. Il a également oublié de mettre en avant les diversités et intensités d'engagement des jeunes pour se focaliser sur les élections.

Dans sa volonté de répondre aux problématiques spécifiques des jeunes, voire de certains types de jeunesse, il prend également le risque de proposer des réponses ponctuelles qui ne peuvent être la solution pour une meilleure prise en compte de l'intérêt général et un rééquilibrage en direction de ceux qui en ont besoin.

Les coopératives, que nous représentons sont fermement convaincues que les femmes et les hommes qui prennent en main leur destin ont la possibilité d'agir en s'impliquant activement pour créer les réponses qu'ils ne trouvent pas ailleurs.

Nous sommes également attentifs à ce que l'objectif que nous visons réponde à l'intérêt général et inclue tout le monde à hauteur de ses possibilités contributives.

Dans cet avis et au-delà des désaccords ponctuels auxquels nous nous sommes associés nous n'y voyons pas la jeunesse qui se bat pour un monde meilleur et qui cherche à entraîner le reste de la société pour une meilleure prise en compte des enjeux de l'avenir : un monde plus juste, plus respectueux des ressources de la planète, des diversités, et de la volonté de progresser vers un objectif partagé.

Les préconisations de cet avis restent des réponses ponctuelles, qui même appliquées de concert, sont sans doute insuffisantes pour opérer les changements qui paraissent nécessaires afin de recréer ce lien de confiance qui a disparu.

Seules les préconisations 8 sur les pétitions, 10 sur la co-construction des politiques publiques et 17 sur la gouvernance des projets de développement territoriaux nous paraissent de nature à aller dans ce sens et à refléter cette richesse et cette force de la prise en main qui fait avancer les sociétés.

Pour toutes ces raisons et plus encore le fait d'être resté en deçà de ce que la saisine du Premier ministre nous ouvrait comme champ d'exploration, le groupe de la coopération s'est abstenu.